

# Fractures et transitions : réconcilier la France

## Déclaration du groupe Entreprises

À l'heure où la France connaît des mouvements de contestation populaire, le CESE s'est emparé de ce sujet complexe, embrassant des thématiques multiples et l'a fait avec des méthodes différentes, plateforme de consultation et surtout association des citoyens. Le CESE avait d'ailleurs alerté le gouvernement et les pouvoirs publics au travers de plusieurs de ces avis sur les attentes exprimées aujourd'hui dans la rue. Le contexte de pression fiscale et de chômage de masse nous impose aujourd'hui de revoir en profondeur notre modèle économique, social, environnemental, public et démocratique.

Cet avis propose un pacte productif, social et écologique. L'objectif de créer plus de richesses est la condition indispensable au développement et au partage au sein de notre société : le déploiement d'une éducation innovante comme priorité et le soutien à l'industrie qui doit intégrer la dimension européenne sont en effet essentiels. Nos expériences nous font dire que l'entreprise devient un lieu de cohésion sociale. Le contexte exige aussi d'envisager une profonde réforme fiscale notamment locale et d'accélérer ainsi la réforme de l'État. N'oublions pas non plus que ce débat doit aussi porter sur l'optimisation et le niveau soutenable des dépenses publiques.

Vous l'avez souligné, messieurs les rapporteurs : le processus d'élaboration des décisions est déterminant pour rétablir la confiance, autant que les décisions elles-mêmes. Il est donc nécessaire de réaliser des études d'impact préalables aux décisions, économiques, sociales et environnementales, les trois dimensions étant d'importance égale. Pour cela, il faut élaborer des référentiels et des données objectives et partagées, sources de confiance entre les acteurs. Les sujets traités sont complexes et requièrent des temps d'apprentissage en commun et de partage avec les citoyens, notamment fondés sur l'expertise. L'établissement de règles permettant de redonner aux citoyens confiance dans cette expertise est essentielle. L'avis retient des sujets significatifs sur lesquels il sera nécessaire de revenir, comme la prise en compte ou non du vote blanc aux élections. Nous sommes favorables à la construction d'un meilleur pacte social. La présence d'administrateurs salariés dans les organes de gouvernance des grandes entreprises est une des réponses. Cependant, nous souhaitons avant toute décision formelle d'extension à d'autres catégories d'entreprises qu'une évaluation complète soit conduite afin d'en tirer toutes les leçons.

Oui, nous croyons possible de réconcilier la France. Cet avis trace un chemin. Le CESE a pleinement pris ses responsabilités.

En saluant le travail des rapporteurs, du président de la commission temporaire et des collaborateurs, le groupe des entreprises vote